



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

17-05-2015

19 mai, grève nationale des enseignants

Contre une réforme du collège encore mieux au service du Capital

La protestation des enseignants contre la réforme du collège prend de l'ampleur et s'exprimera notamment lors de la journée de grève du 19 mai.

Les enseignants en ont marre que l'institution scolaire et le système capitaliste se déchargent sur eux de leur responsabilité, marre de voir leurs conditions de travail se dégrader à vitesse grand V avec celles d'études des élèves.

Ils seront nombreux à faire grève ce 19 mai pour entamer la lutte contre les mesures réactionnaires du gouvernement. La lutte s'engage, c'est le seul moyen de faire reculer ce gouvernement dans l'éducation nationale comme ailleurs.

De quoi s'agit-il ?

D'abord, il est important de comprendre que la réforme s'inscrit totalement dans l'existant, qu'elle pérennise (comme la loi de refondation de l'école) le socle commun et la politique des gouvernements précédents. Techniquement, elle reprend des tas de dispositifs de la réforme des lycées, organisée par Darcos. Le gouvernement, et en particulier la ministre Najat Vallaud Belkacem en difficulté, tentent depuis 2012 de nous vendre l'idée qu'ils se préoccuperaient du bien être des élèves. Mais les discours mensongers ne passent pas : comme l'ont fait la réforme des rythmes scolaires et la refondation de l'Education Prioritaire, la réforme du collège, si elle s'applique, dégradera les conditions d'étude des élèves et les conditions de travail des enseignants. Et ce pour deux raisons déjà valables pour les deux autres réformes : d'abord parce que le but est idéologique, **il faut continuer à faire de l'Ecole en général, un outil de formatage des élèves et de fabrication des diplômés dont le patronat a besoin (des emplois peu ou pas qualifiés, disait l'OCDE en 2005)** et moins que jamais un outil d'émancipation et de promotion collective ; ensuite parce que tous les mensonges

de la ministre et de ses porte-parole ne servent qu'à masquer une réduction drastique des moyens.

Réforme et continuité d'un système éducatif au service du Capital

Le collège est un élément important de la scolarité. A la suite des évolutions positives de l'Ecole, après la guerre dans la lignée du plan Langevin-Wallon, avec les innovations pédagogiques apportées dans les années 60 et 70, peu à peu s'est bâti le collège unique. Le résultat a été la massification de l'enseignement en France, mais jamais les moyens (budgétaires et pédagogiques) qui lui ont été alloués, n'ont permis de passer à la phase de démocratisation. Il n'a jamais été dans les intentions des gouvernements successifs de faire en sorte que le collège rompe avec la reproduction sociale et soit autre chose qu'un outil de tri social et d'orientation subie en fin de 3^{ème}, malgré les efforts des personnels y travaillant.

Pivot de notre système éducatif, il a contribué, plus que d'autres pans de l'Ecole, à l'accroissement des inégalités sociales et scolaires.

La Réforme va directement dans ce sens. Les modifications que la ministre propose modifient en réalité peu de choses. Le projet entérine un collège "unique à deux vitesses", qui existe déjà mais va s'ancrer un peu plus dans le monde réel. Une réforme inscrite encore plus dans la logique de l'École du socle : la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans est pensée comme une fin en soi pour une bonne partie des élèves, celles et ceux qui ne maîtrisent que le socle. Pour ces élèves, généralement issue-e-s des classes populaires, l'insertion professionnelle rapide (chômage...) leur est promise, via l'enseignement professionnel, de préférence en apprentissage, pour les autres, le lycée général et technologique, propédeutique aux études longues. Une réforme inspirée du pire des réformes des lycées, dont jamais le bilan n'a été tiré. Tri-annualisation des horaires élèves sur les trois années du cycle 4 (de la 5e à la 3e) comme en bac professionnel, globalisations des horaires d'enseignement à effectifs réduits, sans aucun fléchage disciplinaire, comme au lycée, création d'un accompagnement personnalisé en classe entière... **il s'agit d'imposer l'autonomie des établissements qui est celle des chefs d'établissement. Le bilan des réformes du lycée et de cette politique d'autonomie, c'est la généralisation de la vision managériale de l'École et de la concurrence entre les disciplines, entre les collègues, entre les établissements et entre les élèves.** La création de nouveaux sera un outil supplémentaire pour la mise en œuvre de cette politique avec la création de hiérarchies intermédiaires.

Le collège du socle commun

Le socle commun, qui constitue plus que jamais l'alpha et l'oméga du collège est à la fois un savoir maximal imposé aux enfants des milieux populaires, à fond dans la logique de la transmission des savoirs et une entrée massive des compétences patronales dans la formation. Non que cette idée de compétences, issue de pédagogues progressistes, soit en soi condamnable. Mais les compétences de l'école et du collège ne sont pas des savoir-faire, ce sont des bribes vides de sens parce que non reliées à d'autres, des atomes constituant un minimum de savoirs utilitaristes. Ce collège du socle est un pan d'une Ecole de l'employabilité, d'une Ecole minimaliste pour certains et l'accès au "Bac - 3 / Bac + 3" pour d'autres et plus que jamais un lieu de la transmission aux élèves des valeurs dominantes. Il est

à craindre que le futur Diplôme National du Brevet (DNB) amplifie la tendance constatée avec les nouveaux programmes, en conditionnant sa validation à l'acquisition toute relative du socle sous forme d'exercices type PISA dont la vision de l'École est imposée par l'OCDE.

Enfin, la question des effectifs, enjeu majeur d'une amélioration de l'École, n'est bien évidemment jamais abordée, austérité oblige. Avec une annonce de 4 000 postes créés pour mettre en place cette réforme du collège (soit environ 10 h par établissement), le ministère est bien loin de la nécessaire relance budgétaire dont aurait tant besoin cet échelon du système éducatif particulièrement maltraité par les gouvernements successifs. Aujourd'hui, la France consacre autour de 6 % de son Revenu Intérieur Brut (RIB) à l'Éducation. Ce chiffre est nettement inférieur à ceux de l'Europe du Nord (autour de 7 %) dont les systèmes éducatifs ne cessent d'être vantés par les médias.

Sans moyen ni volonté de changer, une dégradation amplifiée

Comme cela n'a jamais été la volonté des dirigeants politique de ce pays, le collège ne réduit toujours pas le nombre d'élèves en grande difficulté, élèves issus surtout des milieux populaires. Sans que le lien avec les difficultés économiques et sociales ne soit jamais évoqué, ces élèves, prétexte à la réforme, sont paradoxalement les grands oubliés de ce projet. Les noyer dans l'accompagnement personnalisé (le plus souvent en classe entière) semble être la seule solution envisagée. **Diminuer le nombre d'élèves par classe, proposer de véritables moyens de remédiation à la difficulté scolaire, rompre avec la vision élitiste de l'École et la reproduction sociale avec une orientation choisie et plus subie, voilà des pistes qui permettraient de réellement démocratiser le collège unique. Cela demande des moyens en postes, en formation des personnels...**

Comme la droite l'a fait en son temps, la gauche au pouvoir met en avant quelques dispositifs pédagogiques intéressants, mais sans dire qu'ils ne seront jamais mis en place faute de moyens ni que justement, ils servent de paravent à une baisse de ces mêmes moyens. Pire, détournés, ces dispositifs vont créer des divisions et des tensions (opposition de l'interdisciplinaire au disciplinaire, par exemple) et provoquer la création de filières larvées et la relativisation du caractère national des programmes, donc du collège unique.

Avec cette réforme, les horaires hebdomadaires du cycle 4 seront indicatifs. Le Conseil d'Administration pourra donc modifier la grille de chaque niveau de classe dans la limite de l'enveloppe globale disciplinaire prévue sur 3 ans et le respect de l'horaire hebdomadaire maximal des élèves. **De plus, mesure phare de la réforme, 20 % des horaires enseignants seraient distribués par le chef d'établissement.** Les heures "marges professeurs", qui permettent d'enseigner à effectifs réduits, sont largement insuffisantes, ce qui obligera à choisir entre dédoublements et projets. **Surtout, cette autonomie aggraverait la concurrence entre disciplines, entre collègues et entre établissements.** Aux personnels la gestion de la pénurie !

Les horaires diminuent et certaines matières en font les frais. Quelques exemples :

- en 6^{ème} les Sciences et la Technologie fusionnent, prélude probable à la disparition de la Technologie ;
- les chefs d'établissement pourront imposer la semestrialisation des heures d'arts plastiques et d'éducation musicale ;

— l'option latin/grec ou langues régionales, perd une heure : pour maintenir un enseignement de ces disciplines, les heures devront être prises sur la marge heures professeurs, au détriment des heures à effectifs réduits, entraînant davantage la concurrence entre disciplines ; le risque est que, seuls, pourront y accéder les élèves les plus favorisés socialement, qui ont moins besoin de dédoublements.

Quelques discours et fausses controverses dont il faut se méfier

Il y a d'abord le discours du ministre que l'on peut résumer en « la réforme permet des dispositifs pédagogiques innovants et l'autonomie des équipes qui pourront enfin réaliser leurs projets ». Ce discours est relayé par son contraire. Les media au service du Capital (est-il besoin de le préciser ?) font passer l'idée d'un camp des pédagogues progressistes avec le PS et d'un camp des "Réacspublicains" qui défendent les vieilles recettes, l'Ecole de la République et le bon vieux temps de la discipline et de Jules Ferry à grand renfort de tribunes libres et de paroles d'experts. La controverse serait celle-là. C'est absolument faux. **Les tenants de la réaction, qui se battent pour la fin du collège unique, n'ont pas une démarche différente de celle des gens au service du gouvernement. Les uns comme les autres sont pour l'Ecole (et le collège donc) de l'existant, avec des nuances et des faux débats pour ne pas parler de l'essentiel.**

« Comment le collège peut-il favoriser la promotion collective ? Comment peut-il émanciper les élèves de la tutelle et du formatage de l'Etat capitaliste ? » Ni les uns ni les autres ne parlent de cela. Quant à croire que Najat Vallaud Belkacem et les quelques doctes universitaires poussiéreux qui la soutiennent seraient adeptes d'une pédagogie progressiste, quelle blague ! Ainsi en trente ans la réflexion pédagogique moyenne est passée de quelque chose ancré sur une vision du monde et une critique acerbe du système éducatif à un échange de recettes de cuisine. Rien de tout cela ne permettra de changer quoi que ce soit aux difficultés rencontrées par les élèves.

Quant à l'autonomie des équipes, parlons-en. Là encore, media et ministère entretiennent la confusion entre celle des établissements ou des chefs d'établissement, et la liberté pédagogique des personnels. Il ne s'agit que de technique managériale, de généraliser la concurrence, de doter financièrement les gentils enseignants et de fragiliser encore plus le caractère national des formations et des diplômes. Cela n'a pas fait l'objet de critiques de la part des tenants de l'Ecole d'avant, des adeptes bibliques du « Il faut souffrir pour apprendre ».

Nous terminerons en évoquant la fausse controverse sur les programmes d'histoire. Partons de cet extrait d'une tribune libre diffusée dans le Monde émanant d'universitaires tentant péniblement de développer les arguments mécaniques du PS. « *Il faut n'avoir pas mis les pieds depuis très longtemps dans une salle de classe pour croire que ce qui se joue dans un cours d'histoire est de l'ordre de l'adhésion à la nation (...) N'en déplaise à beaucoup, il y a longtemps que l'inculcation du patriotisme n'est plus la mission première de l'école républicaine. Les enseignants d'histoire-géographie n'ont pas pour vocation de fabriquer la loyauté nationale de leurs élèves, quand bien même ils le pourraient, mais de les aider à se construire comme de futurs citoyens, c'est-à-dire comme des libres acteurs du présent et du futur à partir d'une connaissance critique du passé.* »

L'idée est de faire croire qu'il s'agit de choisir entre une histoire fléchée, enfermée dans la célébration d'un génie national exclusif, vectrice d'une fierté patriotique qui a tôt fait de dégénérer en nationalisme mortifère et, d'un autre côté, une histoire plurielle et déconstruite, qui serait porteuse d'un universalisme humaniste. Or faire connaître l'histoire, ce n'est pas livrer un récit mythifié, une légende dorée. Bien au contraire, c'est offrir les éléments pluriels de compréhension du passé, sans a priori, sans anachronismes, permettant de reconstituer une chronologie qui ait du sens. Cette connaissance du passé commun est l'élément indispensable d'un projet éducatif. Or, ce n'est pas du tout ce qui se passe avec les programmes d'histoire depuis une trentaine d'année. Qu'on en finisse avec le roman national de l'Ecole de la IIIème République que défendent la plupart des opposants réactionnaires à la réforme, nous ne dirons pas le contraire à Communistes. **Mais, ce qui se passe depuis la fin des années 80, c'est seulement qu'on a remplacé ce roman par un autre. La place de Charlemagne dans les nouveaux programmes du collège a pour but de nous faire passer de "nos ancêtres les Gaulois" à "Nos ancêtres les Européens". L'enseignement, de plus en plus appuyé, depuis 2005, du fait religieux sert de corollaire à la volonté de faire regagner du terrain aux religions et particulièrement aux monothéistes. Ainsi depuis des années le programme d'histoire de 6^{ème} fait la part belle à la Bible et au christianisme universel de Constantin, celui de 5^{ème} à l'orthodoxie byzantine et à l'Islam arabe. Est-ce cela qui permet de « se construire comme futurs citoyens » ?** Peut-on vraiment croire que le PS veut se démarquer du "roman national" quand avec leur éducation morale et la mise au garde à vous de tout le monde après le 11 janvier, ils nous bassinent avec les Valeurs de la République (du capitalisme, bien sûr) que l'Ecole doit transmettre ? Enfin, les tenants d'un camp comme de l'autre sont favorables à une vision de l'histoire neutraliste, celle des torts partagés pour la guerre d'Algérie, sans option philosophique de condamnation a priori du colonialisme, et ne disent rien sur les mensonges officiels débités depuis des années, par exemple sur l'histoire de la 2^{ème} guerre mondiale dans laquelle les manuels ne voient en Hitler qu'un fou, en la guerre qu'une problématique liée à l'extermination des juifs, en la libération qu'une réalisation de l'armée impérialiste des USA. Avec ou sans la réforme, il est urgent de changer de fond en comble les programmes et l'enseignement de l'Histoire.

Le collège et plus globalement l'Ecole telle qu'elle existe est un outil au service du Capital, comme, par exemple, l'Union Européenne. Les rapports de force internes et externes lui ont permis d'évoluer positivement de 1945 jusqu'au milieu des années 1980. Depuis, c'est régression à tous les étages. L'existant est certes toujours moins mauvais que la nouvelle réforme, mais il devient de plus en plus difficile à défendre. Le collège actuel accroît les différences sociales. Ce n'est pas parce que certains défenseurs (et opposants réactionnaires) le disent aujourd'hui qu'il faut le nier. **Mais les uns et les autres oublient de dire que l'Ecole a toujours reproduit ou accru les différences sociales, que c'est inhérent au système capitaliste.** Nulle réforme dans le cadre de cette école, de ce collège ne pourra inverser les choses. **Ce qu'il faut c'est tout changer, construire une école et un collège au service du peuple.**